

Compétitivité : rien n'est perdu

Le débat qui s'est installé depuis plusieurs années autour de l'érosion de la compétitivité de l'agriculture française n'est pas prêt de se tarir. On ne compte plus désormais les nombreuses études et les multiples diagnostics établis sur cette question de la compétitivité. On en trouve même, et c'est tant mieux, qui avancent que pour certains secteurs, la compétitivité reste intacte. Tel est le cas de la viticulture européenne et singulièrement française, selon une étude réalisée pour le compte de la Commission européenne.

La période récente aura été caractérisée par une vaste réflexion sur les facteurs ayant précipité le recul des parts de marché de l'agriculture française sur les marchés mondiaux. Deuxième exportateur mondial au début des années 1990, la France a été déclassée, rabaissée au cinquième rang par les Pays-Bas, l'Allemagne puis plus récemment par le Brésil. C'était poser ce faisant le problème de la compétitivité d'un secteur, d'une nation, par rapport à des concurrents. De colloques en expertises, beaucoup d'encre a coulé pour non seulement dresser un diagnostic, mais également pour détecter les leviers d'action destinés à inverser la tendance. Depuis, le secteur agricole et alimentaire français continue d'afficher des excédents confortables, comme en 2013 avec +11,5 milliards d'€, 2014 devant se situer en deçà, du fait notamment de l'embargo russe. Il s'agit d'un signe encourageant permettant de penser que, dans ce domaine, les performances sont encore loin d'être anéanties. Un solde commercial excédentaire ne fait pas pour autant la compétitivité sur longue période. D'autant plus que les concurrents sont nombreux et dotés de stratégies de conquête des marchés.

Une récente étude réalisée pour le compte de la Commission européenne montre que, dans le domaine des vins, la compétitivité des producteurs européens non seulement demeure forte, mais s'améliore, comparativement aux autres concurrents. De telles performances concernent au premier chef les vins en bouteille, alors que les vins en vrac subissent les assauts de la concurrence des pays du nouveau monde, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud et Etats-Unis. Concernant la France, la compétitivité des vins en bouteille apparaît fondamentalement ancrée sur le haut de gamme, surtout sur les pays tiers.

Si l'étude aborde les facteurs clés de cette compétitivité, elle ne s'engage pas pour autant dans une réflexion approfondie sur ce qui fait et fera le succès des ventes sur ces pays tiers. Gageons que, dans la sphère viticole, la compétitivité n'est pas uniquement déterminée par le coût, mais doit bien renvoyer à des facteurs intimement liés au savoir-faire, à l'image des vins auprès des consommateurs des pays tiers, à l'organisation des filières, et à la variété des produits et des prix. En dépit d'une montée de la concurrence, les vins européens se portent donc plutôt bien. L'étude recommande toutefois de poursuivre l'exploration de nouveaux marchés, y compris dans des pays peu voire pas tout consommateurs de vins (Mexique, République de Corée...). De même, une meilleure coordination des politiques commerciales permettrait d'élargir les débouchés des vins européens.

Le maintien de la compétitivité du secteur viticole en France, et plus largement en Europe, passe donc par l'effet gamme. Pour les vins français, il s'agit d'une bonne nouvelle, d'autant plus que, à l'automne 2014, une autre étude, celle-ci provenant de l'USDA, indiquait que les consommateurs chinois buvaient davantage de vins et que leur préférence allait en priorité aux productions françaises, suivies loin derrière par les italiennes et les espagnoles. De quoi rassurer les acteurs du premier poste excédentaire de la balance commerciale agroalimentaire française, surtout à un moment où ils doivent se préparer à entrer dans une phase incertaine, celle de la dérégulation de leur marché. Le constat dressé sur la compétitivité des vins européens arrive à point nommé, le secteur agricole ayant grand besoin en ce moment de bonnes nouvelles.

Meilleurs vœux 2015 à Toutes et à Tous !

Contact : Thierry POUCH

Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture

9 avenue George V

75008 Paris

Tél : 01 53 57 10 10

Fax : 01 53 57 10 05

Email :

accueil@apca.chambagri.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Etablissement public

Siret 180070047 00014

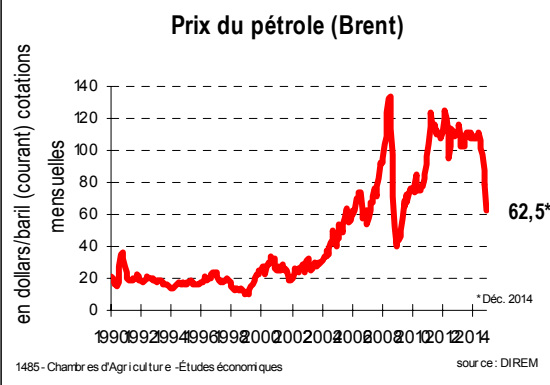
www.chambres-agriculture.fr

Avec la participation
financière du CasDAR



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»

La chute du roi baril



Le prix du baril de pétrole n'en finit pas de chuter. Il est même passé sous la barre des 50 \$ courant janvier, alors qu'il était encore fixé au voisinage des 115 \$ à la fin du premier semestre 2014. Abondance d'offres, désaccords au sein de l'OPEP, tensions géopolitiques, ralentissement économique dans les pays émergents, autant de facteurs qui pèsent sur le prix du pétrole, mais qui est pour les économies industrialisées, une bouffée d'oxygène, au moins à court terme.

Baisse du revenu agricole européen sur fond de recomposition de la géographie agricole

Eurostat vient de publier les indicateurs de revenu l'Union européenne qui affichent une dégradation assez générale (baisse du revenu moyen par actif pour 21 États membres). Sur long terme, l'agriculture européenne se recompose et son centre de gravité s'ancre au nord.

Baisse du revenu agricole dans l'Union européenne en 2014

L'année 2014 se serait soldée par une baisse du revenu agricole (moyen par actif) pour 21 États Membres sur 28 (les statistiques agricoles de la Croatie ont été élaborées sur la période 2005 - 2014). Le revenu agricole moyen (ensemble de l'UE) est en recul de -1,7 %. Dans la conjoncture agricole européenne dégradée de 2014, toutes les productions majeures (particulièrement les céréales) sont en baisse sauf le lait. Du côté des intrants, la valeur des achats de la branche agricole européenne baisse de 7 % ; cela s'explique par la baisse des prix de l'énergie et des engrais, et surtout de ceux de l'aliment du bétail. On soulignera que la restructuration démographique de l'agriculture européenne se poursuit à un rythme très soutenue. Eurostat retient l'hypothèse d'une baisse des actifs agricoles de -2,3 % par an ; arithmétiquement, cela a pour effet d'amortir la baisse de la valeur ajoutée globale de l'agriculture européenne.

L'évolution des revenus agricoles en 2014, est symptomatique des évolutions de moyen terme en cours.

Parmi les membres anciens de l'Union européenne :

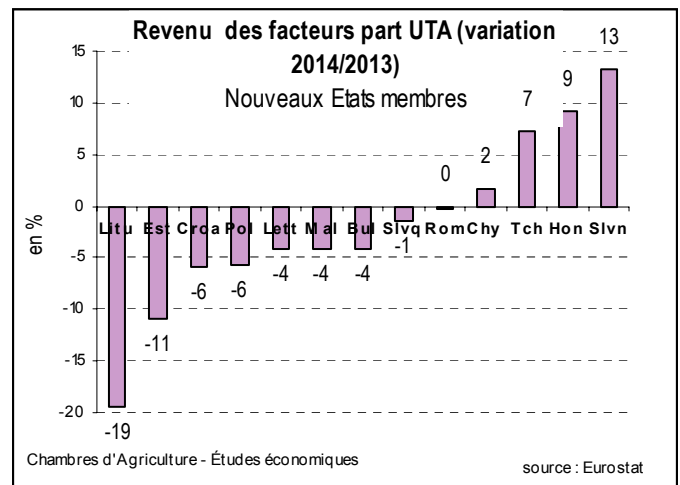
- les revenus agricoles par actif progressent en Allemagne et au Royaume Uni, dans le prolongement d'un mouvement de croissance de moyen terme,
- en Italie, l'agriculture poursuit une certaine forme de déclin et enregistre une baisse marquée du revenu moyen par actif,
- la France est dans un entre-deux mais sur fond d'instabilité.

Parmi les nouveaux États membres :

- l'agriculture de la République Tchèque accumule de bons résultats et le revenu agricole moyen par actif y est désormais supérieur à celui observé en Italie. On aurait pu faire le même constat pour l'Estonie, si l'année 2014 (et 2013, auparavant) n'avait pas mis un terme à une décennie de croissance,
- l'agriculture polonaise est dans une phase ascendante mais cela ne se traduit pas encore par la croissance du revenu agricole moyen.

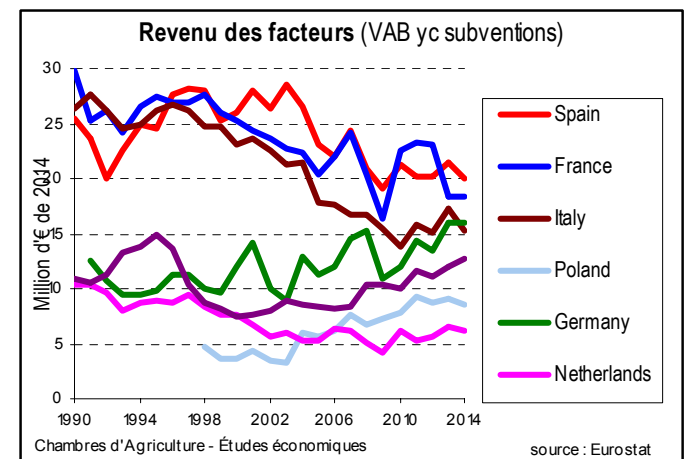
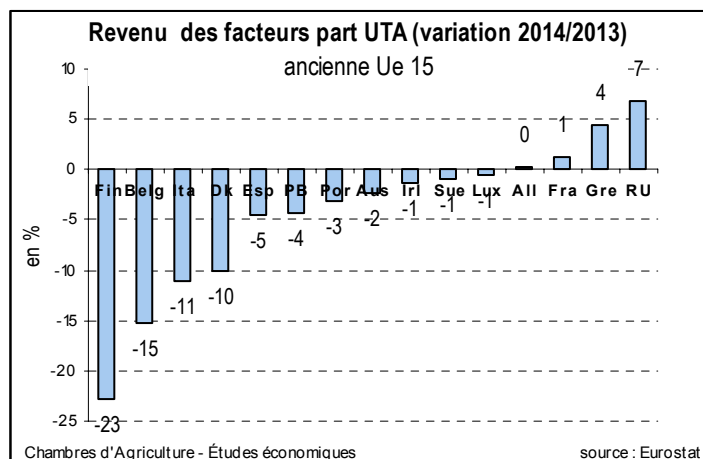
Un mot tout de même, sur le plan des méthodes, le revenu agricole dont Eurostat publie les estimations est un ratio entre :

- la valeur ajoutée globale (y compris les subventions) dégagée par la branche agricole, quels que soient les agents économiques producteurs des biens et services agricoles (exploitations individuelles, sociétés, coopératives de producteurs),
- nombre total d'actifs agricoles (salariés, non-salariés) en équivalent temps plein.



Reconfiguration de l'économie agricole européenne

A la fin de la décennie 1990, l'Espagne, la France et l'Italie sont les trois grandes nations agricoles de l'Union européenne avec des valeurs ajoutées agricoles supérieures à 25 millions d'€ (€ de 2014). Le centre de gravité de l'agriculture européenne est plutôt méditerranéen... Il se dirigera vers le nord (nettement) tout au long des années 2000 et 2010 avec la montée en puissance de l'Allemagne, le retour du Royaume-Uni (que l'on croyait perdu après les divers épisodes d'épizooties qui avaient mis l'agriculture britannique à rude épreuve) et aussi désormais la croissance économique agricole de la Pologne... Un basculement vers le nord tout de même ralenti par le recul des Pays Bas (perte de vitesse de l'élevage hors-sol) désormais stabilisé (développement des productions végétales sous serre et du lait). A l'image de la Pologne, les Nouveaux États Membres qui ont intégré l'Union européenne depuis le début des années 2000 connaissent une période de croissance économique de leur agriculture (à l'exception très notable de la Bulgarie et de la Roumanie dont les agricultures nationales sont dans une phase de déclin prononcé). Nonobstant cette croissance globale, le poids des Nouveaux États Membres dans l'agriculture européenne reste modeste : ils représentent 20 % de la valeur ajoutée agricole communautaire.



La consommation de fruits et légumes en baisse chez les jeunes

Plusieurs ruptures générationnelles déstabilisent le régime alimentaire des enfants

La société subit trois ruptures générationnelles qui contribuent à désengager les mères sur le plan du régime alimentaire des enfants. D'une part, la médiatisation d'une actualité tourmentée conduit les familles à revoir leurs priorités et la nutrition de l'enfant devient secondaire devant sa sécurité. D'autre part, la nouvelle génération de femmes change de mode de vie et devient une génération de mères « à temps partiel », forcées de déléguer une partie des tâches éducatives.

Sur le plan alimentaire, ceci les conduit à faire le choix de menus de plus en plus fonctionnels. Enfin, les enfants appartiennent à une génération de « digital natives » où se répand la culture de « l'instantané » et dont les pratiques alimentaires font la part belle à la malbouffe (junkfood, féculents, matières grasses, sucre...). L'effet de ces ruptures générationnelles est d'autant plus marqué que les mères sont elles-mêmes faibles consommatrices.

Trajectoires de consommation des enfants

La période de 0 à 5 ans est primordiale car l'enfant apprend à consommer tous les aliments, mais les parents sont peu informés de l'importance clé de cette période pour prendre les bonnes habitudes alimentaires. Entre 6 et 12 ans, le décalage entre ce qu'aiment les enfants et ce que proposent les mères devient important et c'est la période où les mères tendent à se désengager pour laisser à la cantine la mission de nourrir l'enfant de manière équilibrée.

Enfin, entre 13 et 18 ans, l'enfant a le droit de choisir et les parents respectent ses habitudes alimentaires tout en étant conscients que sa consommation de fruits et légumes est insuffisante. Ainsi, on constate que la situation se dégrade lorsque l'enfant grandit : alors que 35 % des 6-12 ans choisissent les fruits et légumes à la cantine par plaisir (contre 28 % par obligation), seulement 31 % des 13-18 ans choisissent les fruits et légumes par plaisir (contre 34 % par obligation).

L'étude propose plusieurs pistes pour redonner aux enfants l'habitude de consommer des fruits et légumes frais :

- une éducation au plaisir autour des fruits et légumes, loin des injonctions nutritionnelles (en particulier, plus de démarches de sensibilisation auprès des parents pour fournir des clés de réussite),
- une ré-éducation des enfants grâce à des démarches collectives ludiques (potagers scolaires, stimulation de l'imaginaire...),
- une stratégie de communication de grande ampleur grâce à un travail sur la forme (en ligne, via des réseaux communautaires...) et sur le fond (ludique, pas uniquement à l'école...).

Le cabinet ABC+ a présenté les résultats de l'étude sur la consommation de fruits et légumes chez les enfants de 6 à 12 ans (co-financement FranceAgriMer/Interfel)¹.

Le cabinet ABC+ est spécialisé dans la consommation des enfants de 0 à 14 ans et des familles. L'étude part du constat que la consommation de fruits et légumes est insuffisante chez les jeunes, y compris depuis la mise en œuvre du Programme National Nutrition Santé (PNNS). 40 % des enfants de 0 à 18 ans consomment moins d'un fruit ou légume par jour. L'objectif principal de cette étude est de permettre la mise en place d'une stratégie de conquête visant à la création d'un environnement favorable à la consommation de fruits et légumes frais chez les jeunes enfants. Il s'agit également de diffuser des résultats qui permettront d'adapter l'offre à la demande du consommateur actuel et futur.

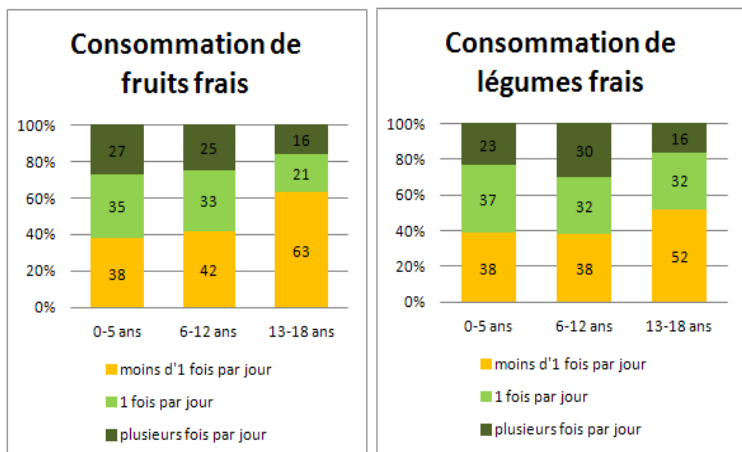
Quelques résultats

L'étude explique la faible consommation de fruits et légumes des jeunes par trois facteurs clés : (1) un imaginaire déconnecté du plaisir, (2) des changements sociétaux influant sur l'éducation et (3) les trajectoires de consommation de l'enfance à l'âge adulte. L'étude souligne le rôle des mères dans les habitudes alimentaires des enfants, à l'inverse des pères plus investis dans les loisirs.

Un imaginaire déconnecté du plaisir

Le vrai levier de motivation à la consommation alimentaire n'est pas la nourriture elle-même. Il est reconnu que le plaisir est le premier motif de consommation alimentaire chez les adultes et plus encore chez les enfants. Le plaisir de consommer est issu d'un processus d'acquisition facilité par des facteurs sensoriels (beau, bon), cognitifs (imaginaire, représentations), sociaux (partage) et par l'état de manque. L'étude diagnostique que les fruits et légumes manquent de ces vecteurs de plaisir : les campagnes de communication sont orientées vers la santé et la nutrition, avec une dimension de « corvée » ou « obligation ». Des facteurs intrinsèques aux fruits et légumes en font des aliments perçus comme difficiles à préparer et à conserver, peu accessibles, à l'inverse d'aliments de substitution innombrables (compotes, produits laitiers aux fruits...). Enfin, les fruits et légumes sont considérés comme un produit onéreux, lorsque le critère du prix reste le principal critère à l'achat.

"Trajectoires de consommation de fruits et légumes frais chez les jeunes (Cabinet ABC+)"

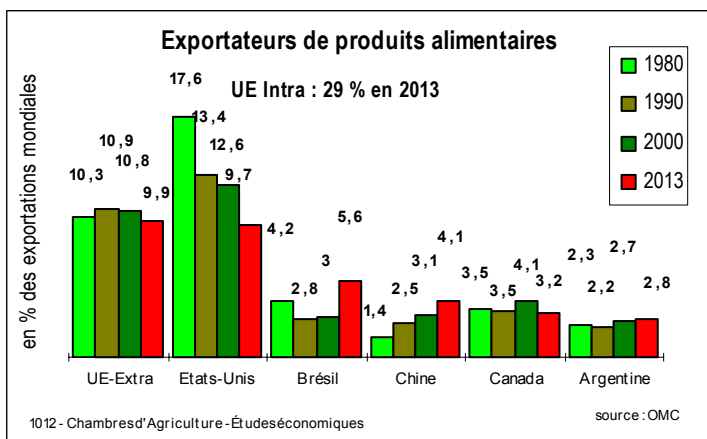


Contact: Claire Isabelle ROUSSEAU

¹ Voir Synthèse disponible sur le site de FranceAgriMer <http://www.franceagrimer.fr/content/download/35398/324062/file/SYN-FEL-2014-etude%20enfants.pdf>

Le saviez-vous ? Les États-Unis ne sont plus les premiers exportateurs mondiaux

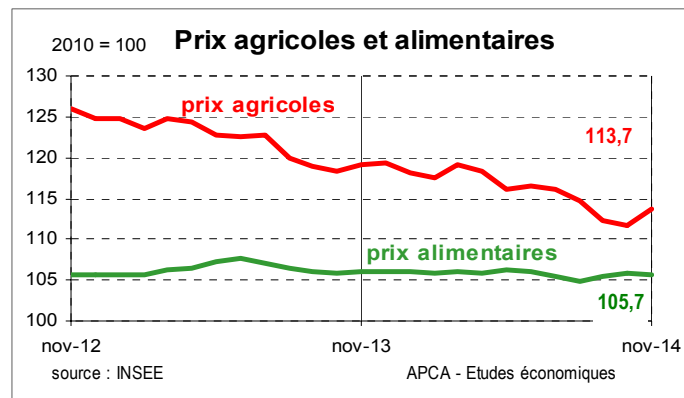
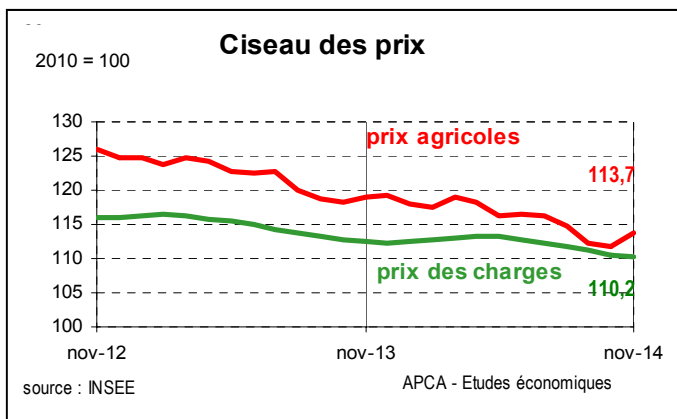
Un fait remarquable s'est introduit dans les statistiques du commerce mondial de produits alimentaires, de nature à bouleverser, une fois de plus, la hiérarchie des nations impliquées dans ces flux. Depuis fort longtemps, les États-Unis étaient le leader des échanges mondiaux de produits alimentaires, en dépit du décrochage enregistré au début des années quatre-vingt, lié pour partie à la politique monétaire pratiquée par la Banque Centrale, qui avait conduit à la surévaluation du dollar. De même, le rattrapage européen, sous l'impulsion de la Politique Agricole Commune, ne s'était pas traduit par une position de leader, si l'on exclut les flux intra-communautaires. La résistance américaine tenait sans doute à ses productions qui, pour certaines comme le maïs ou la volaille, inondaient les marchés internationaux, mais tout autant à la robustesse de la politique agricole définie par le Congrès tous les cinq ans. Cette politique agricole, parfois au mépris des recommandations de l'OMC et des accords multilatéraux, a toujours constitué un support pour les producteurs et les exportateurs de produits alimentaires. Les données fournies par l'Organisation Mondiale du Commerce dans son rapport annuel 2014 indiquent que cette hiérarchie est en pleine mutation. On avait certes remarqué la progression fulgurante du Brésil, se hissant au troisième rang des exportateurs mondiaux, juste derrière l'UE-extra. Il s'en était suivi un déclassement du Canada, lequel avait occupé durant de longues années le troisième rang.



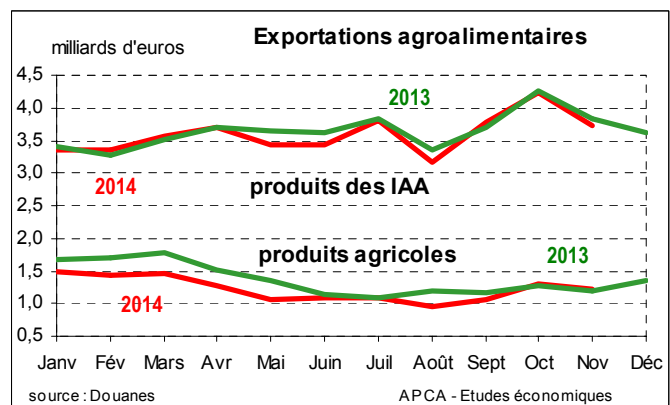
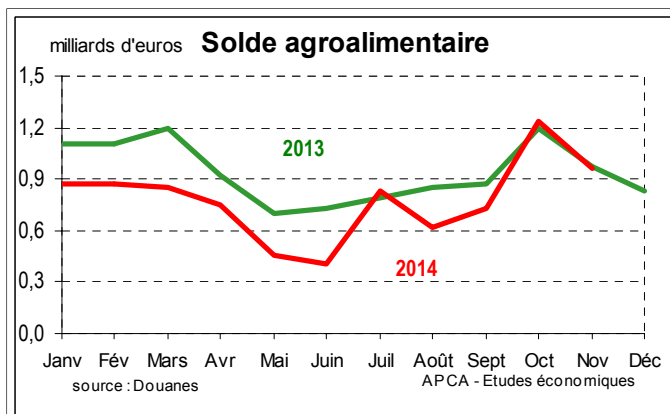
Le fait nouveau et original est que l'Union européenne occupait en 2013 le premier rang, avec près de 10 % des exportations mondiales, devançant ainsi les États-Unis (9,7 %). D'une courte tête donc, mais ce résultat est suffisamment parlant pour être mentionné ici. Les vieux rivaux d'hier, qui s'affrontaient durement durant l'Uruguay round, négocient aujourd'hui, et presque paradoxalement, un accord commercial transatlantique. Sans doute faut-il y voir le signe annonciateur d'une volonté américaine de reconquérir les parts de marché perdues vis-à-vis des européens. Est-ce l'indice que l'UE est de plus en plus compétitive sur les marchés mondiaux ? Des pays membres comme la France, l'Allemagne et les Pays-Bas, auxquels il faut ajouter d'autres, plus récents, comme la Pologne, tirent vers le haut les performances de l'UE. Ce processus résulte aussi du savoir-faire des agriculteurs, qui bénéficient d'un climat tempéré, propice à des variations de production d'une amplitude moindre comparativement à d'autres zones du monde où l'on produit des biens alimentaires. Il s'agit d'une bonne nouvelle pour une Union européenne qui doit se préparer à contribuer aux futurs équilibres vitaux de la planète. Mais attention, avec l'orientation prise par la PAC et la dimension offensive de la politique agricole américaine, les États-Unis n'ont pas dit leur dernier mot. A suivre de près.

Contact : Thierry POUCH

Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture
9 avenue George V—75008 Paris
Réalisation : Hafida FATAH



% (Source : INSEE)	En 1 mois	En 12 mois	En 24 mois
Prix alimentaires	0,0	- 0,2	0,0
Prix agricoles	1,8	- 4,5	- 9,7
Prix des charges	- 0,4	- 2,0	- 5,0
Inflation	- 0,2	0,3	1,0



Solde du commerce extérieur agroalimentaire (Source : Douanes/SSP)		
En milliards d'€	En novembre	Cumul annuel
2014	0,968	8,598
2013	0,976	10,432